



COMMUNIQUE DE PRESSE INTERSYNDICAL

8 juin 2017

Conditions de travail : le SNUipp-FSU, le SE-UNSA et le Sgen-CFDT ont lancé le 9 mai une alerte sociale dans le Tarn-et-Garonne.

Ces organisations syndicales représentatives des enseignant-e-s du 1^{er} degré ont rencontré l'Inspecteur d'Académie du 82 dans le cadre d'une alerte sociale (*) le vendredi 12 mai. A cette occasion, nous avons souligné que les dotations en postes sont telles sur le département que l'on assiste à des situations catastrophiques concernant :

- le droit au temps partiel sur autorisation,
- le droit à obtenir une disponibilité sur autorisation,
- le droit à bénéficier de congé formation dans des délais raisonnables,
- le droit à quitter le département pour réunir sa famille,
- le droit à être remplacé-e tant en cas de maladie que de stage de formation continue ou d'autorisation d'absence (pour obsèques, enfants malades...),
- le droit de travailler dans des classes avec des effectifs supportables (surtout en REP),
- le droit d'inclure les élèves en situation de handicap dans des conditions assurant la sérénité et la sécurité de tous, élèves et enseignants.

Dans ces conditions, les enseignant-e-s font trop souvent face à des classes surchargées puisqu'ils sont contraints de se répartir les élèves du collègue absent-e. Ces situations ne sont acceptables ni pour nos élèves, ni pour nos collègues. Si chaque enfant a le droit d'avoir un-e maître-sse, ce-tte dernier-e doit être en mesure de dispenser des apprentissages dans des conditions optimales.

Certain-e-s collègues, conscient-e-s de leurs limites face à l'exigence du métier, demandent justement des aménagements leur permettant de remplir leur mission (temps partiels sur autorisation). On peut légitimement se demander si ce contexte de tension dans la gestion des remplacements ne contribue pas un peu plus à fragiliser ces personnels là.

Nous avons donc souhaité rencontrer monsieur l'Inspecteur d'Académie afin de l'alerter à la fois sur les conditions de travail que nous subissons au quotidien et sur les conséquences que ses arbitrages provoquent dans nos classes.

Dans l'attente des propositions faites dans le relevé de conclusions que l'inspection académique doit nous soumettre à l'issue de l'alerte sociale, nos organisations syndicales pourraient appeler à un rassemblement et/ou une manifestation. L'objectif reste clairement affiché : obtenir que nos collègues aient les moyens de travailler à la réussite de tous les élèves, dans des conditions professionnelles satisfaisantes.

*Guillaume Mangenot et Sandra Rubio, co-secrétaires départementaux du SNUipp-FSU 82,
Olivier Marquez-Cayla, Secrétaire adjoint du Sgen-CFDT 82*

Le SE-UNSA n'a pas approuvé le contenu de ce communiqué.

Contacts :

snu82@snuipp.fr ou 06-82-30-11-88

82@sgen.cfdt.fr ou 06-06-41-03-94

Montauban, le 08/06/17

() L'article 3 de la loi n° 2008 - 790 du 20 août 2008 sur le droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire prévoit la mise en place d'une alarme sociale préalable à tout conflit social pour les personnels enseignants du premier degré.*

Afin de prévenir les conflits, un préavis de grève concernant les enseignants du premier degré ne peut désormais être déposé par une ou plusieurs organisations syndicales qu'à l'issue d'une négociation préalable dont l'organisation incombe à l'État.